

Motion par les doctorants et les personnels non-permanents de l'Institut Denis Poisson, votée par le conseil de laboratoire de l'Institut Denis Poisson

Nous, doctorant-es et précaires de Tours et d'Orléans de l'Institut Denis Poisson, soutenons la proposition de motion soumise à l'UFR Sciences de l'Université de Tours et souhaitons y ajouter les inquiétudes et revendications suivantes.

La situation budgétaire de l'Université de Tours et l'austérité imposée par l'État notamment sur l'enseignement supérieur et la recherche nous inquiètent fortement en nous destinant à un avenir incertain et fait d'une succession de contrats précaires qui ne permettent pas de faire de l'enseignement et de la recherche de qualité dans des conditions satisfaisantes.

De plus, un certain nombre d'entre nous se destinent à l'enseignement dans l'Education Nationale qui subit un sort similaire à l'Université^{1b}. C'est pourquoi nous apportons notre soutien aux lycéen-nés mobilisé-es dans toute la France pour plus de moyens et de meilleures conditions d'études. Nous dénonçons fermement la réponse répressive apportée par le gouvernement aux revendications lycéennes. Nous dénonçons les violences policières inacceptables qui ont notamment coûté son œil droit à Maël, lycéen à Tours, le 30 septembre dernier^{2b}.

Face aux mobilisations étudiantes alliées aux mobilisations lycéennes, la réponse de la présidence de l'Université de Tours est le mépris des revendications légitimes en imposant, sans concertation et sans respect des personnels de l'Université de Tours et des CROUS, la fermeture de presque tous les sites de l'Université de Tours et la tenue des cours en distanciel, pour tenter d'étouffer la contestation. Nous refusons de travailler dans de telles conditions et apportons notre soutien à la mobilisation étudiante à Tours.

Nous appelons l'Université de Tours à accéder aux revendications des étudiant-es et des personnels de l'Université de Tours qui dénoncent la situation budgétaire de l'Université de Tours, ainsi qu'à soutenir publiquement les mobilisations lycéennes et à s'opposer aux violences policières et à la répression.

1b. L'enseignement supérieur n'est pas décorrélié des enseignements primaire et secondaire, des mesures sur ces dernières impactent à long terme l'Université. Et tout comme l'Université, le budget de l'Education Nationale n'est pas à la hauteur : le gouvernement annonce certes une hausse du budget de 1,2 milliards d'euros dans le projet de loi de finances 2027, avec des créations de 1804 emplois (AESH, CPE, personnels médico-sociaux) mais accompagné de la suppression de 1588 postes d'enseignants. Ce budget n'est en réalité pas en hausse au regard de l'inflation, il serait plutôt en stagnation. Ceci s'ajoute à la conservation du gel du point d'indice des fonctionnaires. Lire le café pédagogique : <https://www.cafepedagogique.net/2026/10/02/budget-de-leducation-2027-1-588-suppressions-de-postes/>

2b. Aussi, dans le contexte de la grève de la fonction publique qui a eu lieu le 29 septembre dernier pour dénoncer la dégradation des services publics et du manque de budget, de nombreux lycées ont été bloqué par les élèves, blocages qui ont également eu lieu pendant d'autres journées de la semaine dernière. Nous apportons notre soutien aux lycéens mobilisés et nous dénonçons les violences policières qu'ils ont subies. À Tours, le 30 septembre dernier, les forces de l'ordre ont mutilé un lycéen à l'œil droit lors du blocus du lycée Balzac. Deux jours plus tard, il a été confirmé par la procureure de Tours qu'il avait "perdu l'usage de son œil droit à cause de lésions (...) compatibles avec l'impact d'une balle de défense de type LBD". Lire Ici Centre-Val-de-Loire : <https://www.ici.fr/centre-val-de-loire/indre-et-loire-37/tours/mael-le-lyceen-de-16-ans-blesse-en-marge-du-blocus-de-balzac-a-tours-a-perdu-l-usage-de-son-oeil-droit-5714534> .

Le 1er octobre, vers midi, lors du blocage du lycée Grandmont, le maire, un de ses adjoints et le député de Tours ont tenté une médiation avec les lycéens pour "calmer le jeu". Alors que les échanges se déroulaient bien, la police a chargé les lycéens et les élus. Lire le post Facebook d'Emmanuel Denis du 1er octobre : https://www.facebook.com/EmmanuelDenisTours/posts/1954933459081047?ref=embed_post